L'essor et l'échec de la Ligue à Tours (1576-1589)

François Caillou

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/215>

DOI : 10.4000/abpo.215

ISBN : 978-2-7535-1512-3

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2008

Pagination : 31-53

ISBN : 978-2-7535-0808-8

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

François Caillou, « L'essor et l'échec de la Ligue à Tours (1576-1589) », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 115-4 | 2008, mis en ligne le 31 décembre 2010, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/215> ; DOI : 10.4000/abpo.215

L'essor et l'échec de la Ligue à Tours (1576-1589)

François CAILLOU

Docteur en Histoire
CERHILM, Université de Limoges

Les événements survenus à Tours pendant l'ultime guerre de Religion ont jusqu'ici peu attiré l'attention des chercheurs¹. Pourtant, cette période constitue un temps fort de l'histoire locale. En effet, après la prise de contrôle de Paris par les ligueurs en 1588, Henri III décide au début de l'année suivante d'établir sa capitale à Tours. La ville conserve ce statut jusqu'à l'entrée triomphale d'Henri IV à Paris en 1594. En 1589, le destin du royaume s'est en partie joué sur les bords de Loire : c'est tout près de Tours, au château du Plessis, qu'eut lieu le 30 avril 1589 la réconciliation entre Henri III et l'héritier du trône Henri de Navarre. Quelques jours plus tard, le roi manqua de se faire surprendre par les troupes du duc de Mayenne au faubourg Saint-Symphorien (8 mai 1589). Même si des travaux universitaires sont récemment venus enrichir nos connaissances sur ces temps troublés, le mouvement ligueur tourangeau demeure mal connu². Aujourd'hui encore, l'historien reste tributaire des ouvrages d'érudits du XIX^e siècle³ et de l'étude magistrale d'Alfred Boulay de la Meurthe sur les guerres de Religion en Touraine, publiée en 1906⁴.

1. Cet article constitue le premier jalon d'une recherche sur le milieu dévot tourangeau au Grand Siècle. Nous remercions Michel Cassan et Claude Petitfrère pour leurs conseils et Philippe Charles pour son aide technique.

2. BERNARD, Myriam, *La Violence à Tours au temps des guerres de Religion (1559-1598)*, Maîtrise dact., Université de Tours, 1990; RAPHAËL, David, *Attitudes et mentalités tourangelles durant les guerres de Religion (1555-1598)*, Maîtrise dact., Université de Tours, 1994; WOODLAND, Sandrine, « Tours, ville royale » au temps de la Ligue (1589-1595), Maîtrise dact., Université de Tours, 2003, 2 vol.; et surtout AUGEREAU, Laurence, *La Vie intellectuelle à Tours pendant la Ligue (1589-1594)*, Thèse de lettres dact., Université de Tours, 2003, 3 vol. (notamment t. 1, p. 150-164).

3. En particulier CHALMEL, Jean-Louis, *Histoire de Touraine depuis la conquête des Gaules par les Romains jusqu'à l'année 1790, suivie du dictionnaire biographique de tous les hommes célèbres nés dans cette province*, Paris, 1828, t. 2, livres IX et X.

4. BOULAY DE LA MEURTHE, Alfred, *Histoire des guerres de Religion à Loches et en Touraine, Mémoires de la Société archéologique de Touraine*, t. 45, 1906.

Sur les événements de 1589, les analyses des historiens locaux se rejoignent. Selon eux, Henri III s'établit en mars dans une ville largement acquise à sa cause. Le mois suivant, la rencontre du Plessis entre le roi et son cousin Navarre souleva un enthousiasme populaire inouï⁵. Après la victoire de l'armée des rois coalisés au faubourg Saint-Symphorien, le corps de ville de Tours fut épuré de ses éléments peu fiables, en particulier du maire Gilles Duverger. Avec un petit nombre d'affidés, celui-ci ourdit un complot contre le nouveau monarque au début du mois d'août, mais les « bons catholiques » de la ville parvinrent à faire échouer les plans des factieux et à les mettre hors d'état de nuire avec l'aide des troupes royales cantonnées sur place. Deux étrangers à la ville auraient joué un rôle central dans la conspiration : un receveur d'Ingrandes (Anjou) et un cordelier blésois. D'après l'historien Jean-Louis Chalmel, l'archevêque de Tours Simon de Maillé (d'une famille angevine), absent au moment des faits, aurait, si ce n'est participé à l'action, du moins approuvé celle-ci. Dans leur immense majorité, les Tourangeaux seraient donc restés à l'écart des troubles. Cette présentation des faits, flatteuse pour Tours et ses habitants, est-elle conforme à la réalité ? L'objectif est de le déterminer, à la lumière des sources classiques, mais aussi de documents jusqu'ici peu exploités, en particulier les délibérations du corps de ville de Tours. Il faut aussi s'interroger sur les circonstances de la naissance du mouvement ligueur et sur ses caractéristiques.

Genèse et premières manifestations

Les données sont parcimonieuses sur les origines de la Ligue en Touraine. Selon l'auteur des *Annales de Touraine*⁶, plusieurs nobles de la province auraient adhéré à un premier mouvement constitué à la suite de l'édit de pacification dit de Beaulieu (1576), jugé trop favorable aux protestants par la gentilhommerie locale. Le 2 décembre 1576, Henri III accorde à ses sujets des trois ordres des provinces d'Anjou, Touraine, Blésois, Perche, Maine et Vendômois la permission de former une association pour la défense de la religion catholique sous l'autorité d'un gentilhomme tourangeau, François Le Roy de Chavigny. Ses statuts sont dressés le 19 janvier 1577 à La Ferté-Bernard⁷. Des « unions » de semblable nature voient le jour à la même époque dans d'autres provinces comme la Picardie, la Champagne ou le Poitou. Pour mieux contrôler ce mouvement, Henri III décide d'en prendre la tête. Il s'évertue même à lui donner de l'ampleur, si bien que l'on

5. LEVEEL, Pierre, « Plessis-lès-Tours 1589 : vers le passage des Valois aux Bourbons », *Bulletin de la Société archéologique de Touraine*, t. 42, 1989, p. 137-155.

6. *Annales de Touraine depuis l'origine de la ville de Tours jusqu'à l'année 1640*, Bibl. mun. de Tours, Ms 1216 bis, f° 782 (copie réalisée en 1866 du Ms 1216, aujourd'hui disparu).

7. BnF, Ms Touraine et Anjou, t. 22, f° 207-209. François Le Roy, seigneur de Chavigny à Lerné, était en 1577 chevalier de l'ordre du roi, conseiller du roi en son Conseil privé et capitaine de l'ancienne garde des gentilshommes de la maison du roi.

peut se demander si l'association tourangelles n'est pas tout simplement une création royale. En effet, les statuts s'inspirent d'un formulaire mis au point par les services d'Henri III⁸. C'est probablement parce qu'elle n'avait pas d'assise populaire que cette première Ligue n'eut qu'un succès très limité. Les bourgeois des villes, en particulier, rechignèrent à y adhérer malgré les sollicitations⁹. L'agitation de la noblesse n'avait du reste guère de raisons de perdurer. L'établissement d'un apanage en faveur de François d'Alençon, frère du roi, regroupant notamment la Touraine et l'Anjou, suscita dans un premier temps l'inquiétude en raison des liens de ce prince avec certains grands seigneurs protestants, mais finalement se révéla bénéfique pour la petite noblesse provinciale déseuvrée, qui put trouver à s'employer dans la maison du duc d'Anjou¹⁰. Ce dernier eut en outre la sagesse de renoncer à la nomination du protestant Turenne en la fonction de gouverneur de Touraine, qui échut au lieutenant général de la province Jacques de La Fin (en charge jusqu'en 1583)¹¹. La mort du duc d'Anjou, le 10 juin 1584, changea la donne : le protestant Henri de Navarre devenait l'héritier du trône, une perspective inacceptable pour la majorité des catholiques. La Ligue pouvait renaître, beaucoup plus puissante qu'auparavant.

L'existence d'un nouveau mouvement ligueur tourangeau apparaît au grand jour au second semestre de l'année 1584. Dans les délibérations du corps de ville d'octobre et de novembre, on relève des allusions à des assemblées à caractère politique, à la multiplication des « mauvais propos » et à des rumeurs de provisions d'armes. Pour rétablir l'ordre, les édiles interdisent les réunions suspectes, organisent des patrouilles, ordonnent l'expulsion des vagabonds et placent sous surveillance les compagnons et les aubergistes (ordonnance du 24 novembre)¹². Après un hiver calme, l'agitation reprend à la suite de la prise d'armes des Guise et de leurs partisans. Le 9 mars 1585, le corps de ville reçoit du gouvernement des avertissements généraux sur la sûreté du royaume. Le 5 avril, il délibère au sujet des lettres envoyées par le gouverneur et le lieutenant général de la province, qui préconisent un redoublement de précautions. La municipalité réactive les mesures de novembre et fait doubler les sentinelles aux portes de la ville. Quelques jours plus tard, les Tourangeaux apprennent avec stupeur l'adhésion d'Orléans à la Ligue. Les mois de mai et de juin se déroulent dans la hantise d'un complot ligueur et d'une offensive des alliés du duc de Guise contre la capitale de Touraine. La nouvelle de l'échec d'un assaut d'une troupe ligueuse (dans laquelle se trouvaient plusieurs Tourangeaux,

8. CONSTANT, Jean-Marie, *La Ligue*, Paris, Fayard, 1996, p. 70-76.

9. BOULAY DE LA MEURTHE, Alfred, *op. cit.*, p. 154-155.

10. Sur la maison du duc d'Anjou, cf. HOLT, Mack P., « Patterns of *Clientèle* and Economic Opportunity at Court during the Wars of Religion : The Household of François, Duke of Anjou », *French Historical Studies*, t. XIII, 1984, p. 305-322.

11. BOULAY DE LA MEURTHE, Alfred, *op. cit.*, p. 148-149.

12. BENOIST DE LA GRANDIÈRE, Louis, *Abrégé chronologique et historique de la mairie de Tours, I*, publié par G. Collon, dans *Mémoires de la Société archéologique de Touraine*, t. 47, 1908, p. 263-264.

aux dires des témoins) contre Amboise, au début du mois de mai, n'est pas de nature à apaiser les craintes. De retour en Touraine, le lieutenant général Louis du Bois fait promulguer le 5 juin une ordonnance pour la garde de la ville qui complète le dispositif établi par les maire et échevins¹³. La tranquillité ne revient qu'après le traité de Nemours (7 juillet), par lequel le roi cède aux exigences du duc de Guise en ôtant aux protestants la liberté de conscience et de culte.

Durant l'année 1585, à l'initiative du duc de Guise, les ligueurs de Paris dépêchent un émissaire, Nicolas Ameline, dans les principales villes de Beauce, Orléanais, Blésois, Touraine, Anjou et Maine pour collecter les subsides nécessaires à la constitution d'une armée censée défendre la religion catholique. Sur sa mission, on dispose du témoignage du ligueur repentini Nicolas Poulain. Il rapporte qu'Ameline quitta Paris muni d'une liste de catholiques zélés avec lesquels il devait entrer en contact pour leur faire connaître « la volonté et intention du duc de Guise, et la grande diligence qu'il avoit faicte d'assembler des forces secrettement tant en Picardie qu'en Champagne et ailleurs, avec la grande provision de grains qu'il avoit faict pour nourrir ladicte armée [...] de quatre vingts mil hommes et plus ». Le duc de Guise prétendait vouloir protéger la ville de Paris, dans laquelle des milliers de huguenots s'étaient dissimulés, n'attendant qu'un mot de leur chef le roi de Navarre pour égorger tous les catholiques. Ameline devait insister lourdement sur l'appui fourni aux protestants par plusieurs hauts personnages de la cour (allusion transparente au duc d'Épernon). Il visita Chartres, Orléans, Blois, Tours « et plusieurs autres villes », rendant régulièrement compte de ses « pratiques » dans des lettres expédiées à Poulain, lequel en informait ensuite « Messieurs de la Ligue¹⁴ ».

Poulain ne cite pas les contacts tourangeaux d'Ameline, mais il est certain qu'il rencontra Gilles Duverger. Si l'on en croit Jacques-Auguste de Thou, l'homme était depuis longtemps une créature des Guise. Séduits par ses talents de juriste (il était alors avocat au siège présidial de Tours), le duc François de Guise et son frère Charles de Lorraine, cardinal de Guise (père et oncle du « Balafré »), l'avaient fait entrer vers 1560 au service de leur nièce Marie Stuart¹⁵ : il faisait partie de l'équipe chargée de gérer les revenus de son douaire, qui comprenait le duché de Touraine¹⁶. Simple conseiller en 1563, il est qualifié de directeur des affaires de la reine

13. BOULAY DE LA MEURTHE, Alfred, *op. cit.*, p. 180-181.

14. POULAIN, Nicolas, *Le procez verbal d'un nommé Nicolas Poulain, lieutenant de la prévosté de l'Isle de France, qui contient l'histoire de la Ligue, depuis le second janvier 1585 jusques au jour des Barricades, escheues le 12 may 1588*, slnd, in-4°, p. 7-8.

15. THOU, Jacques-Auguste de, *Histoire universelle depuis 1543 jusqu'en 1607*, Londres, 1734, t. 10, p. 624.

16. Arch. dép. d'Indre-et-Loire, 3E 4/20 (notaire Lefebvre), acte du 16 novembre 1565. Marie Stuart reçut le duché de Touraine par lettres patentes du 20 décembre 1560. Le duché ayant été donné en apanage au duc d'Alençon en 1576, elle fut dédommagée par lettres patentes du 31 octobre 1576, par lesquelles le roi lui octroya le comté de Vermandois, BOULAY DE LA MEURTHE, Alfred, *op. cit.*, p. 147.

d'Ecosse en 1567, puis de chancelier de celle-ci en 1575. Parallèlement, il se lance dans une carrière de magistrat. En 1567, il est juge ordinaire de la baronnie de Châteauneuf à Tours¹⁷. Deux ans plus tard, il se fait recevoir en la charge prestigieuse de président du bailliage et siège présidial de Tours, à laquelle n'aurait pu prétendre un homme de sa condition sans une recommandation haut placée. En 1576-1577, il est l'un des députés du Tiers État de Touraine aux États généraux de Blois. Sa réputation est suffisamment établie pour que ses confrères le nomment à la tête d'une délégation chargée de conférer avec les députés du clergé, desquels il « eut favorable audience le 11^e juillet 1577¹⁸ ». Dans les années soixante-dix, il est à Tours un personnage de premier plan, apprécié des autorités : le 30 août 1572, le lieutenant général de Touraine Esme de Prie parraine un de ses fils¹⁹. Son influence politique grandit encore par la suite. Un arrêt du Conseil du 25 janvier 1584 l'autorise à se faire pourvoir de la charge de lieutenant général du bailliage et siège présidial de Tours. L'année suivante, il obtient la permission de l'exercer conjointement avec celle de président, alors que l'arrêt de 1584 ordonnait expressément qu'il renonce à cette dernière : un passe-droit révélateur de la montée en puissance des Guise et de l'affaiblissement de l'autorité royale²⁰.

De l'été 1585 au printemps 1588, la Ligue renforce ses positions à Tours, mais la disparition du registre de délibérations du corps de ville – dont la coloration ligueuse s'affirme de plus en plus – ne permet pas de préciser les modalités du processus. La période est-elle marquée par une éclosion de confréries et de compagnies de pénitents colonisées par les sympathisants du parti? Difficile de répondre faute de sources. L'établissement d'une confrérie de saint Roch en l'église paroissiale de Saint-Etienne par des « personnes dévotes » en 1584 et la réforme du couvent de Beaumont-lès-Tours la même année sont néanmoins des indices qui incitent à penser que Tours n'est pas restée à l'écart d'un mouvement qui touche de nombreuses villes²¹.

La percée politique

L'année 1588 est marquée par une grande effervescence politique. Le 12 mai, le peuple de Paris se soulève contre Henri III, qui quitte la capitale le lendemain pour trouver refuge à Chartres. Les événements parisiens sont suivis de près à Tours : le corps de ville envoie le contrôleur des tailles Adrien Joubert (à qui le roi confisqua plus tard son office pour cause d'ad-

17. Arch. dép. d'Indre-et-Loire, 3E 9/16 (notaire Foucher), procuration du 22 octobre 1563. Arch. munic. Tours, GG 194, f° 113 v°; GG 195, f° 13 v°.

18. BnF, Ms fr. 22 621, f° 195 v°-196 r°.

19. Arch. munic. Tours, GG 194, f° 247 r°.

20. BnF, Ms fr. 22 621, f° 192 v°-193 r°.

21. Arch. dép. d'Indre-et-Loire, G 1 013, f° 73 r°; GRANDMAISON, Charles de, *Chronique de l'abbaye de Beaumont-lez-Tours*, dans *Mémoires de la Société archéologique de Touraine*, t. 26, 1877, p. 213-222.

hésion à la Ligue) à Amboise pour s'informer auprès du gouverneur M. de Rilly « de ce qui estoyt advenu en la ville de Paris et du lieu où estoyt Sa Majesté²² ». En ville, des mesures de sûreté sont à nouveau instaurées. Le 17 mai, Gilles Duverger rend en sa double qualité de président et de lieutenant général du bailliage et présidial une ordonnance sur le fait des gardes et de la défense de Tours²³. Le représentant du roi Gilles de Souvré n'est pas en reste : le 31 mai, il fait publier à son de trompe une ordonnance portant injonction à tous les étrangers et gens sans aveu de quitter la ville dans les vingt-quatre heures et aux hôteliers et cabaretiers de présenter chaque soir au maire la liste de leurs clients. En juillet, « pour sûreté de la ville », il fait transférer le marché hors les murs « entre les portes de la Riche et de St-Simple sur les fossés²⁴ ». Les initiatives de Souvré ont sans doute dissuadé les ligueurs d'en appeler ouvertement à la rébellion. Une violente campagne de diffamation du roi n'en est pas moins lancée, malgré l'édit d'Union consenti par Henri III le 15 juillet. Selon un rapport anonyme daté du 24 août 1588, des ligueurs ont répandu deux livrets dans le public tourangeau, l'un tendant à démontrer que la couronne de France a été usurpée « sur ceux de Lorraine », l'autre s'en prenant aux « Rois [qui] par leurs déportemens se sont rendus indignes de la couronne » et appelant la noblesse à élire un nouveau monarque. Ces procédés, est-il indiqué, « vont journellement croissant comme ung chancre²⁵ ».

La convocation des États généraux est suivie d'une mobilisation sans précédent des ligueurs locaux. Le 10 août 1588 s'assemblent les habitants de la paroisse Saint-Saturnin. Conformément au mandement du roi ordonnant l'élection de deux paroissiens pour représenter Saint-Saturnin à l'assemblée des trois ordres prévue le 16 août au palais de Tours, quarante-sept personnes (chiffre record pour ce genre de réunion) prennent part aux opérations électorales sous l'autorité des procureurs fabriciers, dont l'un d'eux n'est autre que Gilles Duverger²⁶. Sur les cinq premiers de la liste, on trouve quatre ligueurs avérés, qui durent s'exiler l'année suivante : le receveur des tailles Julien Chalopin, le trésorier des turcies et levées Jean Bergerat, l'avocat Pierre Delamyne et le procureur Hilaire Duverger (frère de Gilles). Le cinquième, René Le Tonnelier, peut être qualifié de sympathisant du mouvement²⁷. On le sait, dans les procès-verbaux d'assemblée paroissiale, les individus mentionnés en tête de liste sont toujours les plus

22. Arch. munic. Tours, CC 41, extrait d'une délibération du 18 mai; CC tome 98, f° 221. François de Regnard, sieur de Rilly, gentilhomme de la maison du roi, fut capitaine et gouverneur du château d'Amboise jusqu'en février 1589 : BOULAY DE LA MEURTHE, Alfred, *op. cit.*, p. 165 et 225.

23. Arch. munic. Tours, CC tome 98, f° 218 v°-219 r°.

24. *Ibid.*, f° 11 r° et 221 v°-222 r°.

25. BnF, Ms fr. 3 573, f° 71 r°. Le premier de ces mémoires pourrait être l'œuvre de l'archevêque de Lyon Pierre de L'Espinaç.

26. Arch. dép. d'Indre-et-Loire, 3E 5/624 (notaire Perdriau) : procès-verbal du 10 août 1588.

27. Plus loin dans la liste apparaissent deux autres ligueurs, les marchands Jean Taschereau et Guillaume Landais. Deux autres « coqs de paroisse » ligueurs ont aussi

fortunés et influents. Le relevé des suffrages a été conservé : Delamyne et Bergerat sont élus députés avec respectivement vingt-quatre et vingt voix. En troisième position, Chalopin en obtient dix-huit. L'avocat Charles Fauchon ne recueille que onze suffrages. Une seule voix se porte sur l'unique politique identifiable, l'échevin Jean Tardif (qui sera reconduit dans ses fonctions en mai 1589). L'élection au niveau paroissial était fondamentale, les deux délégués ayant pour tâche non seulement de « nommer et eslire personnes gens de bien pour comparoir aux Estatz assignez à tenir à Blois », mais aussi de « dresser telles remontrances et plainctes qu'il sera besoing et nommer telles personnes notables qu'ilz adviseront de ceste ville pour dresser le cahier du tiers estat ».

Le cahier de doléances du Tiers État de Touraine, arrêté le 3 septembre 1588 en la salle des jacobins de Tours, peut à juste titre être considéré comme un manifeste ligueur. Vingt-deux personnes l'ont signé, dont trois activistes bien identifiés (Pierre Cohu, Etienne Bossay et François Joubert), les autres étant pour la plupart des sympathisants de la cause²⁸. De toute évidence, bien des Tourangeaux sont séduits par les idées ligueuses. Les rédacteurs demandent l'interdiction définitive du culte protestant et l'enregistrement des décrets du concile de Trente comme lois du royaume « sans préjudice des droicts du Roy et liberté de l'église gallicane ». Ils fustigent les favoris, réclament une diminution et une meilleure répartition des impôts et proposent la réunion régulière des Etats généraux dont les décisions doivent avoir force de loi. Le cahier tourangeau ne se démarque pas d'une tendance générale très favorable à la Ligue²⁹. Les députés dépêchés à Blois sont Gilles Duverger et l'échevin Guillaume Berziau, écuyer, seigneur des Hayes, ancien président au parlement de Bretagne, l'un des signataires du cahier³⁰. La Touraine est également représentée par deux délégués du bailliage d'Amboise, Antoine Decours, avocat du roi en l'élection du lieu, et François Lefranc, sieur de Chanteloup, maire d'Amboise. Dans un premier temps, l'admission aux sessions leur fut refusée sur la requête de Duverger et de Berziau, sous prétexte que le bailliage d'Amboise n'était pas inscrit sur le rôle des Etats. Les députés d'Amboise crièrent au scandale et obtinrent le renvoi du litige devant l'assemblée du Tiers État, qui décida finalement de leur accorder voix délibérative³¹. Derrière ce contentieux juridique typique de l'Ancien Régime se dissimule vraisemblablement un conflit d'ordre politique : François Lefranc, ancien fruitier du duc d'Alençon, était un

régulièrement fréquenté les assemblées en 1587-1588 : René Lejeune et Barthélemy Gueston.

28. *Plaintes et doléances de la province de Touraine aux États généraux du royaume*, publiées et annotées par Charles de Grandmaison, Tours, Rouillé-Ladevèze, 1890, p. 37-82.

29. CONSTANT, Jean-Marie, *op. cit.*, p. 165-178.

30. Il était le beau-frère de Julien Chalopin.

31. CHEVALIER, Abbé C., *Inventaire analytique des archives communales d'Amboise, 1421-1789, suivi de documents inédits relatifs à l'histoire de la ville*, Tours, Georget-Joubert, 1874, p. 62-63.

catholique modéré, par la suite plusieurs fois réélu maire d'Amboise avec l'assentiment d'Henri IV.

Sans doute est-ce à cette époque que l'idée d'une prise de contrôle de Tours par la force commence à germer. En septembre, Gilles Duverger séjourne dans la capitale, probablement pour y rencontrer des agents du duc de Guise et des ligueurs parisiens. Il s'y fait apporter par le pair et conseiller de ville Guillaume Landais – autre sympathisant de la Ligue – des documents sur les fortifications de Tours³². Fin octobre 1588, Duverger est élu maire de la ville sans avoir jamais auparavant exercé de fonctions municipales, ce qui en dit long sur sa popularité au sein de l'élite tourangelle. La disparition du registre des délibérations ne permet pas de connaître les autres candidats en lice ni de déterminer qui prit la décision de le désigner comme maire. En effet, les Tourangeaux n'avaient pas le pouvoir d'élire directement leur plus haut représentant : le gouverneur le choisissait parmi les trois personnes qui avaient recueilli le plus grand nombre de voix, après avoir pris ses consignes au Conseil³³. Or, le gouverneur Antoine Scipion de Joyeuse ne résidait pas à Tours à l'époque et il penchait ouvertement pour la Ligue. L'hypothèse la plus crédible est par conséquent celle d'une désignation du maire par le lieutenant général de la province Gilles de Souvré. Ce fidèle serviteur d'Henri III ne pouvait ignorer les accointances de Duverger avec la Ligue. Si c'est bien lui qui l'a choisi, il a agi en toute connaissance de cause. L'explication la plus plausible est celle-ci : Duverger ayant sans doute engrangé un nombre considérable de voix, Souvré s'est senti obligé de le désigner, car toute autre décision, dans un contexte aussi explosif, aurait été de nature à provoquer des troubles aux conséquences incertaines. Or, la perspective du passage à la Ligue d'une autre grande ville du Val de Loire après Orléans avait de quoi inciter le roi et son représentant à la plus grande circonspection.

La sédition de janvier-février 1589

La première « émotion » de l'année 1589 n'a jamais été commentée par les historiens locaux, focalisés sur les événements spectaculaires de mai et d'août. Après l'assassinat du duc de Guise à Blois le 23 décembre 1588, beaucoup de provinces connaissent un climat insurrectionnel. En janvier 1589, le duc de Mayenne, nouveau chef de la Ligue, entre triomphalement dans Paris. L'agitation a gagné la Touraine. « La ville de Tours, écrit l'auteur des *Annales de Touraine*, commença aussi de s'ébranler sous la bannière du maire et lieutenant général Verger [*sic*] et de quelques autres, mais M. de Souvré avec quelques autres se rendit maître de la ville, y ayant exposé sa vie, et la conserva dans la fidélité au roi par sa prudence³⁴ ».

32. Arch. munic. Tours, CC 41, extrait d'une délibération du 23 septembre 1588.

33. CHEVALIER, Bernard, *Tours, ville royale (1356-1520). Origine et développement d'une capitale à la fin du Moyen Âge*, Louvain-Paris, Vander-Nauwelaerts, 1975, p. 107-112 et 510-516.

34. *Annales de Touraine*, Ms cit., f° 772.

Toujours d'après le même auteur, des agents de la Ligue et des « mutins », peu de temps avant l'entrée du roi à Tours le 6 mars, avaient diffusé des placards annonçant « que le roi voulait donner cette place au roi de Navarre qui était huguenot pour y faire sa demeure ordinaire³⁵ ». Jean-Louis Chalmel indique de son côté que juste avant de quitter Blois, le roi fut instruit que les ligueurs de Tours avaient pour projet d'appeler à leur tête l'un des principaux nobles de la province, Georges Babou de la Bourdaisière, et de ratifier le traité d'Union. Lui aussi insiste sur le rôle décisif de Souvré, « dont l'apparition subite suffit pour déconcerter les projets des factieux³⁶ ».

Sur l'atmosphère régnant dans la ville en ce début d'année, nul n'est plus précis que Jacques-Auguste de Thou, dont il faut citer le témoignage en intégralité :

« La plupart des habitans de cette ville emportés par cet esprit de vertige, qui s'étoit emparé de tout le reste du Royaume, et prévenus par les prédicateurs et les autres émissaires du Clergé, qui leur faisoient adroitement entendre que le Roi devoit venir à Tours pour y mettre garnison, ce que le peuple qui regardoit la licence des guerres civiles comme une espèce de droit de ne point reconnoître de maître, appréhendoit infiniment par tout, s'étoient portés à toutes sortes d'excès. Les séditieux avoient même le front d'ajouter que le dessein secret de la Cour étoit de livrer la ville au roi de Navarre, qui devoit ensuite exterminer tous les catholiques, abolir la Religion, et planter par tout sur ses ruines l'étendard de l'hérésie. Quoique les chaires chrétiennes ne retentissent que de ces invectives, que ces clabaudes éternels ne cessoient de répéter aux oreilles des habitans, Gille de Souvré gouverneur de la province, pour qui le Roi avoit une estime particulière à cause de son attachement à son service, et qui par sa droiture et sa douceur, avoit sçu gagner même l'affection du peuple, n'opposa d'abord à ce torrent que beaucoup de modération. Ensuite voyant qu'il ne réussissoit pas de ce côté-là, il en vint aux voyes de fait, pour repousser la force; et secondé de ce qu'il y avoit de plus honnêtes bourgeois, il mit les séditieux à la raison. Mais comme il n'avoit fait aucun exemple des mutins, la révolte n'en devenoit de jour en jour que plus à craindre, si le Roi ne venoit par sa présence encourager les gens de bien, et contenir la ville dans le devoir, en répandant la terreur dans le cœur des méchans³⁷. »

Comprenant que les événements ne prennent pas la tournure souhaitée, Gilles Duverger s'enfuit à Vendôme peu de temps avant l'arrivée du roi et de la cour³⁸. Pour calmer les esprits, Henri III a promis aux habitants que s'ils lui ouvraient leurs portes, « il les embrasserait tous d'une même bienveillance et [...] pardonnerait à ceux qui avaient prêté l'oreille aux agents de la Ligue³⁹ ». La magnanimité du roi est compréhensible. Il venait d'apprendre une série de nouvelles préoccupantes : l'assassinat du premier président du parlement de Toulouse Durante, la révolte d'Angers, la prise de

35. *Ibidem*, f° 774.

36. CHALMEL, Jean-Louis, *op. cit.*, t. 2, p. 401-402.

37. THOU, Jacques-Auguste de, *op. cit.*, t. 10, p. 581-582.

38. *Ibidem*, p. 624.

39. *Annales de Touraine*, Ms cit., f° 774.

contrôle du Mans par Boisdauphin, la désobéissance du duc de Mercœur⁴⁰. Il fallait donc à tout prix éviter la défection d'une autre grande ville. Pour ce faire, l'inflexibilité ne paraissait pas la meilleure des méthodes.

Les termes employés par de Thou ne laissent pas place au doute quant à la nature des faits : il s'agit bien d'un soulèvement organisé par les partisans des Guise, qualifiés tantôt de séditieux, tantôt de mutins. Le clergé est clairement accusé d'être responsable de l'agitation, même si celle-ci garde en partie un caractère spontané. Une nouvelle fois, les rebelles manient l'arme de la propagande. L'objectif est de rallier la population encore indécise en jouant sur les peurs. Henri de Navarre sert d'épouvantail : si par malheur il entrait en ville, des scènes de sacrilèges et d'iconoclasme ne manqueraient pas de se reproduire, à l'instar de ce qui s'était passé en 1562⁴¹. L'auteur souligne le sang-froid du représentant du roi Gilles de Souvré, qui parvint à ramener l'ordre sans faire un usage excessif de la force. Probablement les « voies de fait » évoquées se limitèrent-elles à quelques arrestations et à des confiscations d'armes. Le refus de faire des exemples, payant sur le coup, aura plus tard des conséquences fâcheuses. En effet, en dépit de la fuite de son chef, le parti ligueur n'est pas décapité. Depuis Vendôme, Duverger reste en relation avec ses amis et peut continuer à tramer ses intrigues. Autre point à relever : l'existence à Tours d'un deuxième parti regroupant ceux que l'auteur nomme « gens de bien » ou « honnêtes bourgeois », qui offre son appui à Souvré. C'est la première mention des politiques tourangeaux, appelés à former au mois de mai 1589 l'ossature d'un corps de ville épuré de ses éléments ligueurs. L'échec de ce premier mouvement de contestation s'explique donc à la fois par les hésitations de la population, sensible aux mots d'ordre du clergé mais redoutant l'intervention de l'armée royale et par l'habileté de Souvré, qui réussit à apaiser les esprits en promettant le pardon royal aux habitants momentanément séduits par les propositions des séditieux.

Les accusations portées contre le clergé tourangeau invitent à s'interroger sur le rôle dans les événements de l'archevêque Simon de Maillé. Depuis 1564, il dirigeait son diocèse depuis son château de Lambroise en Anjou, ce qui ne l'aurait pas empêché d'encourager en sous-main les ligueurs⁴². Il est vrai que sa grande piété et son engagement en faveur de la réforme catholique pouvaient suggérer une sympathie à l'égard du mouvement, pour ne pas dire plus. Nommé archevêque en 1554, il s'était investi dans la lutte contre l'« hérésie » par ses écrits et sa participation au colloque de Poissy en 1561. En 1583, il organisa un synode de la province ecclésiastique de Tours

40. BnF., Ms fr. 5 045, f° 182 : Nouvelles datées de Tours le 14 mars 1589.

41. Début avril 1562, les troupes protestantes de Condé s'emparèrent de la ville avec la complicité de huguenots tourangeaux. Les exactions contre les personnes restèrent limitées, mais les églises furent mises à sac. La ville ne fut reprise par le comte de Villars que début juillet. Chargé du commandement de Tours, Antoine de Richelieu laissa la population catholique ivre de vengeance massacrer environ trois cents protestants, BOULAY DE LA MEURTHE, Alfred, *op. cit.*, p. 37-48.

42. Jean-Marie Constant le présente comme l'une des têtes pensantes de la conspiration d'août 1589 avec Gilles Duverger, CONSTANT, Jean-Marie, *op. cit.*, p. 323.

dans le but de mettre en application les décrets du concile de Trente, dont le roi refusait la promulgation⁴³. Les statuts adoptés à l'occasion furent partiellement repris dans le cahier de doléances du Tiers État de Touraine de 1588, ce qui a contribué à alimenter les soupçons à son égard. Cependant, il n'existe aucune preuve d'une complicité de l'archevêque avec les rebelles. C'est même le contraire : lors de la fête de Pâques 1589, il expédie à tous les curés du diocèse un mandement exigeant des prières pour le roi lors des prônes et prédications et leur ordonnant d'avertir leurs paroissiens « qui se seroient départis de l'obéissance et service qu'ils doivent au roi d'y rentrer soudainement, sans se laisser [...] séduire aux vaines persuasions de ceux qui sous ombre de quelque prétexte les voudroient inciter au contraire ». Ceux qui s'obstineraient sont menacés d'être privés d'absolution et de communion. Il termine en menaçant d'excommunication et de privation de leur charge les curés qui contreviendraient à ces dispositions⁴⁴. Pour lui, l'exécution de Blois n'a donc pas fait perdre à Henri III ses droits à la couronne. Par ce mandement, il lui adresse un message de soutien des plus fermes. Ce faisant, Simon de Maillé a contribué à maintenir la majorité du clergé tourangeau dans l'obéissance⁴⁵. Vis-à-vis d'Henri IV, il adopte une attitude plus ambiguë. Consulté par les chanoines de l'église métropolitaine de Tours qui lui réclament des consignes au sujet du serment d'allégeance au roi exigé par les autorités, il leur répond que s'y soumettre reviendrait à commettre un parjure, mais ajoute ce propos conciliant : « Vouons, jurons, promettons au roi toute obéissance, s'il embrasse la foi catholique⁴⁶. » Il n'appelle donc pas à la révolte contre le monarque et reconnaît même implicitement sa légitimité. Il ne défend pas non plus de lui obéir, à condition de ne pas lui prêter serment de fidélité tant qu'il ne se sera pas converti. La position de Simon de Maillé paraît assez proche de celle d'une des grandes figures du Conseil, le cardinal de Bourbon, qui ne cesse de presser le roi de se faire catholique au point de finir par se brouiller avec lui⁴⁷. Pragmatique, Henri IV ne semble par la suite pas avoir cherché à contraindre coûte que coûte le clergé tourangeau à lui jurer sa foi.

43. Sur la carrière de Simon de Maillé, cf. ORMEROD, Mark, *The Life and Work of Simon de Maillé, Archbishop of Tours, 1554-1597, with Special Reference to his Role in the French Counter-Reformation of the Sixteenth Century*, Mémoire de maîtrise, Université de Tours (CESR), 1980 (peu d'informations sur la période de la Ligue).

44. « Conseil salutaire d'un bon François aux Parisiens. Contenant les impostures et monopoles des faux prédicateurs, avec un discours véritable des actes plus mémorables de la Ligue, depuis la journée des Barricades, jusqu'à la fin de mai 1589 », dans *Mémoires de la Ligue contenant les événements les plus remarquables depuis 1576, jusqu'à la paix accordée entre le roi de France et le roi d'Espagne en 1598*, nouvelle édition, Amsterdam, Chez Arkstée et Merkus, 1758, 6 volumes, t. 3, p. 381-434. Il s'agit d'un opuscule de propagande royaliste, mais l'existence du mandement est peu contestable en raison du caractère public et de la diffusion très large d'un tel document.

45. Les assertions de Chalmel, qui prétend (t. 2, p. 392) que Simon de Maillé aurait été impliqué dans un complot contre Henri III en 1587, à la suite duquel il aurait été contraint de se retirer sur ses terres angevines, sont des plus douteuses.

46. BnF, Ms Touraine et Anjou, t. 15, notice 192.

47. BABELON, Jean-Pierre, *Henri IV*, Paris, Fayard, 1982, p. 332 et 526-528.

Il faut également s'arrêter sur la personnalité du gouverneur officieux de la province, Gilles de Souvré, qui joue un rôle déterminant en 1589⁴⁸. Ce gentilhomme de petite noblesse était depuis longtemps un serviteur dévoué d'Henri III. De 1574 à 1577 (il occupe alors la charge de maître de sa garde-robe), il fut même l'un de ses intimes. Par la suite, Souvré s'éloigna de la cour sans que l'on puisse vraiment parler de disgrâce, car dans ses lettres le roi continue à s'adresser à lui sur un ton chaleureux (il le surnomme affectueusement « Gode », ce qui signifie vieille brebis). Il est nommé lieutenant général de la province de Touraine au cours de l'été 1587, après la mort de Louis du Bois des Arpentis. En cette qualité, il s'emploie à faire régner l'ordre à Tours et à remettre en état les défenses de la ville⁴⁹, menacée par les incursions de l'armée protestante en Val de Loire. Il participe à la bataille de Coutras (20 octobre 1587), qui tourne au désastre pour l'armée catholique. Dans les derniers temps du règne d'Henri III, marqués par maintes défections, il demeure d'une fidélité inébranlable. Lorsque la nouvelle de la mort du roi parvient à Tours, il reconnaît immédiatement Henri IV et incite le corps de ville à en faire autant. Qualité remarquable pour l'époque, il était désintéressé : il repoussa les avances du duc de Mayenne, qui lui aurait offert 100 000 écus pour l'attirer à lui⁵⁰. Il faut également noter que pendant cinq ans (1588-1592), il ne toucha pas sa pension à cause de l'état désastreux des finances royales⁵¹.

Le duc de Mayenne à l'assaut de Tours (8 mai 1589)

Le deuxième complot de l'année 1589 devait intervenir au moment de l'offensive de l'armée du duc de Mayenne, début mai. L'auteur des *Annales de Touraine* écrit qu'après la défaite près d'Amboise du comte de Brienne, partisan d'Henri III, « le duc de Mayenne, ne croyant pas encore que le roi de Navarre et ses troupes eussent si tôt joint le roi à Tours et voulant aussi tenter le fruit de *quelque intelligence secrète* qu'il avait dans cette ville tant du côté de quelques habitants que du côté des courtisans qui lui avaient donné avis de la grande consternation où fut pendant un temps le roi, et d'ailleurs étant bien informé que son infanterie n'était pas bien fortifiée dans le faubourg de St-Symphorien [de telle sorte qu']il ne serait pas malaisé de le défaire et de pousser peut-être plus loin la victoire que ce faubourg », prit la décision de marcher sur Tours avec ses troupes depuis

48. LE ROUX, Nicolas, *La Faveur du roi. Mignons et courtisans au temps des derniers Valois (vers 1547-vers 1589)*, Seyssel, Champ Vallon, 2000, p. 156, 262, 282-283, 428-429 et *passim*. Il ne devint officiellement gouverneur qu'en novembre 1592 après la mort du duc de Joyeuse : BOULAY DE LA MEURTHE, Alfred, *op. cit.*, p. 274.

49. Fin 1588, l'ingénieur Saint-Marc touche 100 écus pour avoir réalisé à sa demande un plan des fortifications de Tours, Arch. mun. Tours, CC t. 98, compte n° 788.

50. THOU, Jacques-Auguste de, *op. cit.*, t. 11, p. 351-352; LE ROUX, Nicolas, *op. cit.*, p. 715.

51. VALOIS, Noël, *Inventaire des arrêts du Conseil d'État (règne de Henri IV)*, Paris, Imprimerie Nationale, t. 1, 1886, p. 8 (arrêt du 16 janvier 1593 donnant assignation au sieur de Souvré... pour le paiement de sa pension pendant les cinq dernières années).

sa base de Château-du-Loir⁵². Pierre de l'Estoile dresse un compte rendu à peu près identique :

« Le duc de Maienne, qui avec ses troupes couroit les pays de Touraine et Vandosmois, estant adverti que le fauxbourg de Saint-Symphorien de Tours estoit gardé par quinze cens hommes, là assis par le Roy y estant, pour la deffense du passage du pont aboutissant audit fauxbourg, fist, la nuit du 8^e may, une longue cavalcade pour les y venir surprendre, et de là se faire voir, s'il pouvoit par le moien d'une *intelligence*, jusques dans la ville et y prendre le Roy dedans, qui estoit une grande et hardie entreprise pour un duc de Maienne⁵³. »

Le 8 mai 1589, l'armée du duc s'empare du faubourg Saint-Symphorien, sur la rive droite de la Loire, aussitôt mis à sac et incendié. La résistance acharnée des troupes royales empêche Mayenne d'atteindre l'objectif qu'il s'était fixé : investir la ville et s'emparer du roi. Au prix de lourdes pertes⁵⁴, elles parviennent à bloquer l'accès aux ponts reliant le faubourg au cœur de la cité, sur la rive gauche du fleuve. Le 9 mai, les assaillants se replient à la nouvelle de l'arrivée des troupes du roi de Navarre.

Qu'en est-il de cette « intelligence » ? Une fois encore, le plus explicite est de Thou : le roi, relate-t-il, s'était enfermé dans la ville avec les deux mille Suisses du colonel Galati – qui auraient pourtant été très utiles au faubourg Saint-Symphorien–,

« pour la sûreté de sa personne, de peur que les factieux qu'il sçavoit être en assez grand nombre dans Tours, ne prissent cette occasion pour y exciter quelque soulèvement. On prétend que le duc de Mayenne comptoit en effet là-dessus ; et que ce qui l'avoit engagé à précipiter cette expédition, étoit l'espérance qu'il en avoit conçue sur les assurances de Gille du Verger, président de Tours, qui à l'arrivée de la Cour, s'étoit lui-même exilé de cette ville, et avoit passé à Vendôme. Depuis ce tems-là il s'étoit mis au service du Duc, et passoit pour le premier auteur de cette entreprise ».

Une brochure ligueuse confirme à demi-mot l'existence d'un complot : le duc de Mayenne espérait « que ceste entreprise, si elle réussissoit bien, leur feroit perdre des hommes et de la réputation, et que peut-estre, la crainte que ceux de Tours en auroient causeroit quelque remuement en la ville à nostre avantage ». Comme justification du repli ordonné par Mayenne, elle indique « qu'aucun remuement n'advenoit en la ville⁵⁵ ». Que s'est-il passé exactement à Tours ? Probablement pas grand chose : de Thou, bien informé, l'aurait signalé. Les rebelles avaient misé sur le fait que le roi, atteint de dépression d'après des rapports d'espions ligueurs (donc dans l'incapacité

52. *Annales de Touraine*..., Ms cit., f° 779.

53. L'ESTOILE, Pierre de, *Journal pour le règne de Henri III, 1587-1589*, Paris, 1876, p. 286.

54. Plusieurs capitaines sont tués, dont Saintes-Malines, l'un des Quarante-cinq compromis dans l'exécution des Guise, d'où le ton triomphal des brochures ligueuses, LE ROUX, Nicolas, *op. cit.*, p. 702-703.

55. *La nouvelle deffaite, obtenue sur les troupes d'Henry de Valois, dans les fauxbourgs de Tours, le huitiesme may 1589, par Monseigneur le Duc de Mayenne*, Lyon, J. Pillehotte, 1589, in-8°, p. 5 et 9.

de prendre les bonnes décisions), commettrait l'erreur de dégarnir la ville de ses troupes pour repousser l'assaut sur le faubourg Saint-Symphorien ; de sorte qu'il leur serait aisé de s'emparer des points névralgiques de la cité, dans laquelle ils pourraient se barricader en attendant que le sort des armes bascule en faveur du duc de Mayenne. La catastrophe fut évitée de justesse : en effet, le matin du 8 mai, le roi se trouvait précisément au faubourg Saint-Symphorien pour y inspecter le dispositif de défense selon les uns (de Thou), de retour de la messe à l'abbaye de Marmoutier selon d'autres (Cheverny)⁵⁶. C'est un meunier qui le prévint de l'arrivée imminente des troupes ennemies, ce qui lui laissa le temps de regagner la ville pour organiser la résistance et dépêcher des messagers au roi de Navarre. Malgré cet incident, l'entreprise avait peu de chances d'aboutir car le roi, qui n'était pas si abattu, savait fort bien que les ligueurs de Tours, auxquels il avait offert son pardon en mars, représentaient toujours un danger. Retirer les troupes de la ville, c'était de toute évidence courir le risque d'un coup de force.

Des représailles mesurées

Après l'échec de la conjuration, Henri III décide d'en finir avec la menace intérieure. Par lettres patentes du 18 mai 1589, il réforme le corps de ville de Tours, composé d'un grand nombre de ligueurs affichés et d'individus peu dignes de confiance⁵⁷. Pour justifier l'épuration, il invoque l'inefficacité de la gestion municipale. Les soixante-quinze pairs et conseillers de ville, jugés trop nombreux (donc difficiles à surveiller) et de peu d'utilité, disparaissent. Le corps de ville n'est plus constitué que d'un maire et de vingt-quatre échevins, directement nommés par le roi pour cette fois, auxquels s'ajoutent un procureur, un receveur et un greffier qui ne participent pas aux délibérations⁵⁸. Le maire Gilles Duverger est remplacé par l'un des échevins sortants, le trésorier de France Jean Le Blanc de la Vallière, ancien maître d'hôtel de Catherine de Médicis. D'autres édiles sont maintenus : au moins quatre échevins conservent leurs fonctions, tandis que deux conseillers et pairs accèdent à l'échevinat⁵⁹. Le pouvoir municipal est dorénavant entre les mains des politiques. Tous, après l'assassinat du roi, se rallieront à Henri IV⁶⁰.

Le souverain ne s'en tient pas là. Une répression non violente – la crainte de s'aliéner la cité n'a pas disparu⁶¹ – s'abat sur les « sujets de la Ligue »,

56. CHEVERNY, Philippe Hurault de, *Mémoires*, Paris, Foucault, 1823, p. 136.

57. Arch. mun. Tours, BB 24, f° 1-4. Au mois d'avril 1589, le corps de ville d'Angers avait également été réformé après l'échec d'une insurrection ligueuse : BOURQUIN, Laurent, *Les Nobles, la ville et le roi. L'autorité nobiliaire en Anjou pendant les guerres de Religion (1560-1598)*, Paris, Belin, 2001, p. 152-162.

58. Arch. mun. Tours, BB 24, f° 4 v°-5 v°.

59. Échevins maintenus : Foulques de La Salle, Jean Fournier, Jean Tardif et Jean du Faultrey. Conseillers et pairs promus : Eustache Gault et Pierre Denys.

60. Arch. mun. Tours, BB 24, f° 61 r° v° : délibération du 7 août 1589.

61. Les allégations de Chalmel, selon lequel le duc d'Épernon fit saisir et exécuter les principaux auteurs de la conspiration (t. 2, p. 416), sont erronées : l'auteur confond les complots de mai et d'août.

contraints de bailler caution⁶². Parmi ces habitants dont la liste complète n'est pas connue, il faut signaler l'ancien échevin Jean Bergerat, trésorier des turcies et levées de Loire et Cher, dont l'épouse doit engager les biens pour acquitter une taxe de 500 écus que les autorités exigent de son mari⁶³. Par prudence, Bergerat s'est en effet caché aux environs de Tours. Un autre habitant menacé de sanctions, Jacques Deplays, ancien trésorier de la maison du duc d'Anjou, adresse au Conseil du roi une requête dans laquelle il nie farouchement avoir « tenu le party de la Ligue ». La demande est examinée par le corps de ville, auquel Deplays présente des certificats des officiers de la compagnie de bourgeoisie dont il relève établissant selon lui son innocence⁶⁴. Courant juin, à la requête des édiles, le Conseil fait désarmer les habitants impliqués dans le complot « que l'on sçait avoir eu cuirasses, rondaches, harquebuzes, mousquets ou autres armes⁶⁵ ». Les plus compromis ont à cette date déjà rejoint des lieux sous contrôle de la Ligue. Les plus notables sont mentionnés dans une déclaration du roi du 14 mai 1589 ordonnant la saisie des biens et offices de quarante-cinq individus appartenant pour la plupart au monde de la robe et au clergé, accusés de « notoire fellonie et désobéissance » : Gilles Duverger, le conseiller au présidial Louis Gingot, le président de l'élection de Tours Pierre Chapelain et le receveur des tailles Nicolas Joubert⁶⁶. Le père de ce dernier, le greffier de l'hôtel de ville François Joubert, a également pris la fuite⁶⁷. Tout porte à croire que la répression n'a touché qu'un groupe restreint, composé surtout de membres de l'ancien corps de ville et d'officiers d'un certain rang. Dans l'entourage du roi, on estime visiblement que privés de ces quelques meneurs, les sympathisants de la Ligue sont désormais inoffensifs. C'est là commettre une erreur lourde de conséquences.

Le complot d'août 1589

La date de l'ultime conjuration tourangelles est incertaine : entre le 12 et le 14 août⁶⁸. L'opération fut planifiée de l'extérieur par deux hommes, selon

62. Arch. mun. Tours, BB 24, f° 27 r° : délibération du 20 juin 1589 (remonstrance au Conseil au sujet de la nomination de trois échevins pour assister à la « présentation de cautions qu'il est ordonné de bailler par les sujets de la Ligue »).

63. Arch. dép. d'Indre-et-Loire, 3E 5/423 (notaire Aubert) : sommation de Michelle Fournier, femme de Jean Bergerat, au receveur général des finances Alexandre Servien, 12 mai 1589.

64. Arch. mun. Tours, BB 24, f° 50 v° et 52 v° : délibérations des 20 et 24 juillet 1589.

65. Arch. mun. Tours, EE 7, dossier 24 : « Demandes faites au roi pour la sûreté et défense de la ville, sur lesquelles Sa Majesté fait quelques restrictions », 4 juin 1589, article 4.

66. Arch. nat., X^{1A} 9230, registre du Conseil du Parlement séant à Tours, f° 25 r°-26 r° : présentation de la déclaration du roi, 19 juin 1589.

67. Arch. mun. Tours, BB 24, f° 59 r° : délibération du 3 août 1589 (nomination d'échevins pour assister à l'inventaire des titres et papiers trouvés chez Joubert).

68. Les délibérations du corps de ville sont muettes sur le sujet le 12 août. Le 14, elles évoquent l'arrestation des conspirateurs. *Ibidem*, f° 63 r°. De Thou (absent de Tours au moment des faits), qui date le complot du commencement de septembre, est dans l'erreur. Trompée par cette date, Laurence Augereau pense que deux complots distincts

de Thou⁶⁹ : Gilles Duverger et le prieur des cordeliers de Vendôme Robert Chessé⁷⁰. Ce dernier, autrefois affectionné à Henri III, « s'étoit ensuite absolument déclaré contre Henri IV [et] ne cessait d'aigrir l'esprit du peuple par ses prédications violentes ». Il était en relation avec des moines de son ordre à Tours et à Blois, qui « travailloient par leurs intrigues à exciter quelque soulèvement ». Duverger, de son côté, avait conservé des partisans à Tours dont « il espéroit bien qu'ils ne lui manqueroient pas au besoin ». Pour coordonner les actions sur place, ils s'adressèrent à un jeune cordelier blésois, René Marier, qu'ils convinrent « d'exécuter le généreux dessein de délivrer cette ville des hérétiques » (ainsi qualifiaient-ils les politiques). Marier se rendit à Tours déguisé en « soudard⁷¹ ». C'est ici que les récits de Palma Cayet et de de Thou divergent. Selon le premier, il aurait été reconnu comme moine et arrêté dès son arrivée à la Porte Neuve. Interrogé, il dénonça tous ses complices⁷². Si les choses se sont déroulées ainsi, on s'explique mal pourquoi les rebelles, sachant la conspiration découverte, tentèrent tout de même de circonvenir Florent Guyot de Lessart. Le second, qui paraît plus fiable, rapporte que Marier « s'aboucha avec quelques particuliers de la lie du peuple que du Vergier lui avoit indiqués, surtout avec un certain huissier nommé Corbeau ». Ensemble, ils convinrent « suivant la grande maxime et la pratique ordinaire du parti » de répandre le bruit que les « hérétiques » (les soldats d'Henri IV) projetaient de piller la ville. Avant de prendre les armes, les conjurés avaient ordre d'attendre « un certain jour qu'on leur avait marqué » l'arrivée des troupes du maréchal de La Châtre et du vicomte de La Guerche. Une fois les portes de la ville ouvertes aux soldats de la Ligue, la partie serait gagnée. Les ligueurs comptaient délivrer le jeune duc de Guise, enfermé au château de Tours, et s'emparer des cardinaux de Vendôme et de Lenoncourt, du président du parlement Jacques Faye d'Espesses, de l'avocat général Louis Servin « qu'ils regardoient comme leur ennemi mortel⁷³ » et de Gilles de Souvré. Selon Palma

ont pu avoir lieu, l'un en août (conclu par la capture de Marier), l'autre en septembre (les manœuvres autour de Guyot de Lessart), ce que la version de Palma Cayet pourrait laisser supposer (Laurence AUGEREAU, thèse cit., t. 1, p. 157-161). Or, il n'en est rien, comme le démontrent les arrêts du parlement de Paris des 19 et 28 septembre 1589, qui n'évoquent qu'une seule affaire.

69. THOU, Jacques-Auguste de, *op. cit.*, t. 11, p. 46-48.

70. L'arrêt du parlement de Paris séant à Tours du 28 septembre 1589 confirme l'implication de Chessé et de Duverger, mais évoque aussi « une entreprise sur Tours à la suscitation des rebelles de Paris ». BnF, Ms fr. 21 306, f° 44 v°-52 v°.

71. BnF, Ms fr. 21 306, f° 39 r°-44 r° : arrêt du Parlement séant à Tours contre les religieux déguisés et ceux prévenus d'avoir loué l'assassinat du feu roi, 19 septembre 1589.

72. PALMA CAYET, Pierre, *Chronologie novenaire contenant l'histoire de la guerre sous le règne du très chrestien roy de France et de Navarre Henri IV...*, coll. Petitot, Paris, Foucault, 1823-1824, t. 3, p. 210-211.

73. Dans sa harangue prononcée à l'ouverture du Parlement en avril 1589 (dont le texte fut imprimé et largement diffusé), Louis Servin n'avait pas eu de mots assez durs pour fustiger le duc de Mayenne et ses fidèles. Il passait aux yeux des ligueurs pour un intransigeant qui exerçait une forte influence sur la politique royale. Sur ce personnage, cf. AUGEREAU, Laurence, thèse cit., t. 1, p. 85-86, 354-357 et *passim*.

Cayet, dont les propos sont confirmés par les arrêts du Parlement séant à Tours des 19 et 28 septembre 1589 destinés à justifier les exécutions d'août, Marier avait même offert « de tuer M. le cardinal de Vendosme ou M. le président d'Espesses, selon ce qui luy seroit commandé ».

Pour que le complot ait de meilleures chances de réussite, il était utile de s'assurer l'appui d'une partie des troupes stationnées à Tours. Les ligueurs crurent voir en Florent Guyot de Lessart, qui commandait l'une des compagnies en garnison dans la ville, un homme prêt à trahir la cause royale. En effet, sa fidélité semblait ne tenir qu'à un fil. Alors qu'il venait tout juste d'obtenir le gouvernement de Saumur, Henri III l'avait prié de s'en démettre, ayant offert la place à Henri de Navarre, qui réclamait une base dans le Val de Loire⁷⁴. Le roi l'avait certes dédommagé⁷⁵ et lui avait promis un autre gouvernement, mais sa mort remettait l'arrangement en question. Palma Cayet conte ainsi son entrevue avec une délégation de conjurés :

« Tombant de propos en autre sur ce que M. de Monthelon⁷⁶, garde des sceaux de France, avoit rendu les seaux, et n'avoit plus voulu exercer cest office depuis la mort du feu Roy, ils tomberent aussi sur ce que le feu Roy avoit osté ledit sieur de Lessart de son gouvernement de Saumur pour le bailler à un heretique. Ce gentil-homme prudent leur accorde ce qu'ils disent, et feignit en avoir du mescontentement : ils s'ouvrent lors à luy, et luy disent qu'il estoit en sa puissance d'avoir un autre gouvernement, et meilleur que celuy de Saumur, et que, le recognoissant bon catholique (comme aussi estoit-il), il pouvoit par leur moyen se rendre gouverneur de Tours. À ce mot il en demande les moyens : ils luy descouvrent toute leur entreprise, et luy font les moyens de l'exécuter assez faciles, par la mort qu'ils avoient resoluë de tous ceux du conseil du Roy, de la cour de parlement, de la chambre des comptes, et de tous les royaux qui s'y estoient refugiez, le pillage desquels seroit grand, n'ayans toutesfois resolu de tuer messieurs les cardinaux de Vendosme et de Lenoncourt, et qu'ils les mettroient prisonniers seulement en la place de M. de Guise, qui estoit un prince qui seroit obligé audit sieur de Lessart de sa liberté⁷⁷. »

Guyot de Lessart donne son accord. Selon Palma Cayet, il assure ses interlocuteurs du soutien « d'une quantité de bons soldats de sa compagnie en qui il se fioit », mais réclame des éclaircissements sur les acteurs de la conjuration et la tâche dévolue à chacun. Les comploteurs promettent de revenir le voir « sur l'aprèsdisnée » munis d'un mémoire signé de leurs compagnons. L'ex-gouverneur de Saumur se précipite alors chez le cardinal de Vendôme auquel il dénonce le projet. Celui-ci lui confie une troupe d'archers du Conseil, qui procèdent à l'arrestation des rebelles dès leur retour chez Guyot de Lessart. Tout n'est pas crédible dans cette version.

74. Florent Guyot de Lessart devint gouverneur de Saumur le 16 mars 1589 et fut remplacé par le protestant Philippe Duplessis-Mornay, nommé par Henri de Navarre, le 15 avril 1589.

75. Il reçut la somme de 4000 écus.

76. François de Montholon fut nommé garde des sceaux en 1588, démissionna en 1589 et mourut de la peste l'année suivante à Tours.

77. PALMA CAYET, Pierre, *op. cit.*, p. 269-270.

Comment imaginer que les conjurés aient pu accepter de remettre à un allié n'ayant pas fait ses preuves un document aussi compromettant que ce mémoire ? C'est le récit de de Thou qui emporte la conviction : après son entretien avec les ligueurs, rapporte-t-il, Guyot de Lessart alla tout raconter au cardinal de Vendôme et à Souvré, qui décidèrent d'attendre le déclenchement du complot pour agir (il n'est pas question de mémoire). La fuite de l'huissier Corbeau, informé de la découverte de la conspiration, entraîna l'arrestation de Marier, sur lequel on trouva des lettres suspectes⁷⁸. Soumis à la question, il reconnut tout. Ses complices, au nombre desquels figurait le chambrier de Saint-Martin René Le Tourneux, furent à leur tour arrêtés.

Tours sous étroite surveillance

Cette fois, les autorités ne se contentèrent pas de demi-mesures. Dès le lendemain, trois conspirateurs furent pendus (on ignore s'il y eut une procédure judiciaire) : le sieur Lelièvre, receveur à Ingrandes (« principal entremetteur de ceste entreprise », selon Palma Cayet⁷⁹), un capitaine de milice bourgeoise de l'île Saint-Jacques nommé Gasnay et Pierre Debonnaire, sergent d'une compagnie de bourgeoisie. À la nouvelle de l'exécution, une émeute éclata : plus de quatre cents manifestants s'assemblèrent⁸⁰, un coup de feu partit en direction de la troupe, qui riposta. Le tireur fut abattu, ainsi qu'un tailleur d'habits qui brandissait une épée en criant « Vive Guise ! ». Les édiles, destabilisés dans un premier temps, reprirent le contrôle de la situation à l'aide de la milice bourgeoise restée majoritairement fidèle. Le 14 août, ils renvoyèrent les soldats appelés d'Amboise en renfort sans avoir eu besoin de recourir à leurs services⁸¹. Le jour même ou le lendemain, trois autres rebelles montèrent sur le gibet « sans aucun empeschement » : le « conseiller Grigny » (Marc Gleteraye, sieur de Grigny, juge-magistrat au présidial), un certain Bourdin et un grenetier dont l'identité n'est pas donnée. Convaincu de plusieurs tentatives d'assassinat, René Marier subit plus tard (début septembre ?) le même châtiment, après avoir réitéré ses aveux devant la foule et exhorté ses confrères cordeliers et autres religieux « de n'entreprendre de sy meschans actes et ne se laisser seduire par [...] Chessé ou ses semblables⁸² ». La mort était également le sort promis au chambrier de l'église de Saint-Martin René Le Tourneux. Toutefois, cette perspective ayant suscité un certain émoi dans le clergé, un sursis lui fut accordé jusqu'à ce qu'Henri IV décide de son sort. Sans nier l'énormité

78. Information confirmée par l'arrêt du Parlement séant à Tours du 19 septembre 1589.

79. PALMA CAYET, Pierre, *op. cit.*, p. 268.

80. Chiffre mentionné dans l'arrêt du Parlement séant à Tours du 28 septembre 1589.

81. Arch. mun. Tours, BB 24, f° 63 r°. Les soldats reçurent un dédommagement de 10 écus sols pour le dérangement.

82. THOU, Jacques-Auguste de, *op. cit.*, t. 11, p. 48. BnF, Ms fr. 21 306, f° 46 v°-47 r°. De Thou rapporte que son corps fut ensuite coupé en quatre morceaux, qui furent exposés sur autant de gibets aux portes de la ville.

de son crime, le cardinal de Bourbon réclama pour lui l'indulgence lors d'une séance agitée du Parlement⁸³, mettant en garde contre l'éventualité d'un départ de tous les ecclésiastiques de Tours en cas d'application de la sentence. Selon lui, l'exécution du chambrier risquait de détourner du roi l'ensemble des catholiques modérés du royaume. Finalement, Henri IV lui accorda sa grâce, mais le laissa croupir en prison plusieurs années. Robert Chessé et Gilles Duverger ne furent pas oubliés. Le 19 novembre 1589, l'armée royale s'empara de Vendôme. Les capitaines d'Henri IV (qui était resté à l'extérieur, peut-être pour ne pas être tenté de faire usage de son droit de grâce) firent décapiter le gouverneur Jacques de Maillé de Bénéhart et pendre Robert Chessé⁸⁴. De son côté, Duverger avait semble-t-il pris la sage initiative de quitter la ville quelque temps auparavant, vraisemblablement pour Orléans où s'était retiré son frère Hilaire⁸⁵.

Les meneurs du complot exécutés ou neutralisés, le Conseil pouvait s'occuper des comparses. Il ordonna au corps de ville de procéder à la « taxe et esgallement de certaine somme de deniers sur ceulx des habitans de lad. ville recongneuz de la Ligue et qui les ont favorisez et assistez », suivant les rôles établis en juin au Conseil pour le désarmement des ligueurs. La somme collectée devait servir à payer la solde des deux compagnies du sieur de Parabère, que le roi fit installer « ès fauxbourgs de La Riche et de St-Jacques » à compter du 20 août. Quatre échevins reçoivent pour tâche de dresser ce rôle⁸⁶. Le travail s'avère difficile car de nombreux ligueurs ont déserté la ville, en particulier des habitants des faubourgs⁸⁷. L'un des problèmes est de déterminer qui mérite d'être couché sur le rôle : faut-il englober dans la répression les individus simplement soupçonnés de complicité avec les conspirateurs ? L'un d'eux dément entretenir un lien quelconque avec le parti et obtient d'être rayé de la liste⁸⁸. Début octobre, le travail est achevé : la somme totale s'élève à 1 039 écus 30 sols, mais le

83. Pendant la discussion, une foule d'opposants à la Ligue s'était massée aux portes du palais, exigeant la mise à mort du prélat : « Ils disent qu'on a fait mourir ceux qui ont femmes et enfans pour laisser les autres impunis, sy on les absous ils disent qu'ils mettront le feu au cloistre » (la séance se déroule à l'abbaye de Saint-Julien). BnF, Ms fr. 21 306, f° 26 r°-34 v° : contention entre le cardinal de Bourbon et le Parlement séant à Tours au sujet de l'exécution d'un religieux de Saint-Martin sans dégradation ni renvoi à son juge à cause de la qualité du crime dont il est prévenu, le 17 août 1589.

84. PASQUIER, Jean-Claude, « Henri IV et le "sac" de Vendôme », *Bulletin de la Société archéologique du Vendômois*, 1991, p. 71-88. Le roi écrivit, à propos de l'exécution des deux hommes : « Ce a esté un juste jugement de Dieu » (lettre au duc d'Epemon du 21 novembre 1589).

85. Probablement est-ce là qu'il rendit l'âme en 1591 ou 1592.

86. Arch. mun. Tours, BB 24, f° 65 r° (délibération du 18 août 1589) et 71 v° (27 août 1589).

87. *Ibidem*, f° 75 r° : le 2 septembre, les officiers de bourgeoisie ont ordre de dresser un rôle des habitants des faubourgs absents depuis les événements d'août, à remettre au greffe de la ville.

88. Il s'agit de Jean Fortin, un ancien conseiller et pair qui déclare avoir « tousiours esté recongneu pour bon et notable bourgeois et habitant de lad. ville et très affectionné au service du Roy, bien et repoz de lad. ville soubz son obéissance, sans que par aucunes

nombre de cotisants n'est pas connu⁸⁹. En définitive, la taxe ne sera jamais prélevée : une délibération du 7 novembre indique que le recouvrement n'a pas encore débuté, le Conseil n'ayant pas délivré de contrainte. En conséquence, « le corps de ville est en avance de 1 470 écus, à raison de ce que monte lad. solde pour chaque mois ». Les édiles réclament au Conseil le remboursement de la somme sur les deniers du roi ou sur le produit de la vente des meubles et le revenu des ligueurs. Sinon, ils proposent – visiblement sans trop y croire – que la contrainte soit enfin délivrée⁹⁰. Rien n'y fait : le corps de ville doit continuer à emprunter pour régler la solde des deux compagnies⁹¹. L'absence de réaction du Conseil s'explique difficilement. Les affaires de la guerre étaient-elles trop accaparantes pour qu'il daigne se pencher sur ce problème jugé mineur ? À moins qu'il ait purement et simplement renoncé à la taxe sans le reconnaître officiellement, pressentant que la collecte prendrait un temps considérable et se heurterait à trop de difficultés.

Si les ligueurs restés à Tours parviennent à échapper à l'impôt, ils ne peuvent se dispenser d'accueillir sous leur toit les gens de guerre nouvellement arrivés en ville. Une telle contrainte était toujours douloureuse pour les populations, car même payés les soldats se comportaient rarement en hôtes modèles. Une fois encore, les choses ne se déroulent pas comme prévu. Le 14 septembre, plusieurs habitants « fidèles au roi » se plaignent au corps de ville d'être contraints de loger des soldats alors que des partisans notoires de la Ligue échappent à cette obligation. Embarrassés, les édiles se tournent vers Souvré, prié de révoquer toutes les exemptions de logement des gens de guerre accordées à « ceux de la Ligue » et d'ordonner que les soldats prennent leurs quartiers chez ces derniers uniquement, en se basant sur les rôles des personnes à désarmer. Si des maisons sont trouvées vides, ajoutent-ils, les ligueurs restés en ville contribueront financièrement à l'hébergement des militaires⁹². C'était pénaliser les plus pauvres, qui ne pouvaient délaissier leurs occupations professionnelles pour aller s'installer dans une ville tenue par la Ligue.

Un mouvement guisard

Placés sous étroite surveillance et privés de chefs, les ligueurs de Tours ne représentent plus une menace sérieuse au lendemain des événements d'août 1589. Plusieurs questions restent en suspens sur le « parti ». Sur ses cadres, en premier lieu. Combien étaient-ils et à quelles catégories

ses actions il ayt esté recongneu qu'il s'entremest ni immissait avecq ceulx du party de la Ligue ». *Ibidem*, f° 76 r° : délibération du 5 septembre 1589.

89. *Ibid.*, f° 96 r° : délibération du 11 octobre 1589.

90. *Ibid.*, f° 120 v°-121 r°.

91. *Ibid.*, f° 141 r° : délibération du 26/12/1589 (mention d'un emprunt de 3 600 écus pour le paiement des garnisons).

92. *Ibid.*, f° 82 v°-83 r°. D'après une délibération du 30/12/1589 (f° 143 v°), il fallait trouver quarante logements par compagnie.

sociales appartenaient-ils ? La documentation permet de répondre, mais la place manque ici pour le faire⁹³. Sur son organisation, ensuite. Existait-il un conseil secret se réunissant régulièrement pour discuter des mesures à prendre, comme à Paris ? La ville était-elle divisée en quartiers, coiffés chacun d'un comité ? Les ligueurs avaient-ils créé des sections spécialisées (action armée, propagande, liaisons avec l'extérieur) ? Les sources sont muettes sur ces points. Il en est en revanche un qui présente moins de mystère : l'autorité absolue du chef. Loin de Tours, Gilles Duverger continue à échauffer des plans et à donner des ordres. Mais lui-même n'est qu'un exécutant dont l'action s'inscrit dans une stratégie globale définie par le duc de Guise jusqu'en décembre 1588, par le duc de Mayenne ensuite. Car la Ligue tourangelles est avant tout une organisation guisarde, dénuée de caractère antioligarchique. Elle n'est pas l'expression d'une lutte de factions pour le contrôle du pouvoir municipal, puisque ses principaux acteurs sont déjà en charge des affaires de la cité. Les ligueurs tourangeaux ne forment pas non plus de projet de nature autonomiste ; du reste, il n'existe pas de sentiment provincial très fort en Touraine. Ce sont au contraire des conservateurs très attachés aux formes traditionnelles d'encadrement du corps social, une mission qui selon eux ne peut incomber qu'au clergé et à la noblesse : le premier a pour fonction de contrôler le peuple chrétien et de réprimer les comportements déviants ; de leur côté, les nobles sont les détenteurs naturels du pouvoir politique. Lors des épisodes séditieux de 1589, les mutins prévoient d'appeler un noble à la tête de la cité, que le duc de Mayenne nommerait gouverneur et auquel la municipalité serait subordonnée : en février Georges Babou de la Bourdaisière (gentilhomme bien connu des Tourangeaux, oncle de Gabrielle d'Estrées⁹⁴), en août Florent Guyot de Lessart. Autre preuve d'une collusion entre Duverger et les Guise : rebelles de l'intérieur et de l'extérieur agissent de concert. Les soulèvements de mai et d'août 1589 sont programmés au moment d'une offensive des troupes ligueuses : l'attaque du faubourg Saint-Symphorien début mai par le duc de Mayenne, l'assaut conjoint (projet finalement avorté) des forces de Georges Villequier, vicomte de La Guerche (chef de la Ligue en Poitou), et du maréchal de La Châtre (qui contrôle l'Orléanais), en août⁹⁵. Ils interviennent en période de faiblesse, réelle ou présumée, du pouvoir royal : en février 1589 l'isolement d'Henri III paraît total, en mai il traverserait une phase de dépression qui affaiblirait son jugement, en août un nouveau roi vient de monter sur le trône, très contesté à cause de sa religion. L'influence des princes lorrains en Touraine ne s'explique pas seulement par l'ascen-

93. Nous préparons un article sur ce sujet.

94. CHALMEL, Jean-Louis, *op. cit.*, t. 3, p. 111-112. Sur l'implication des nobles de Touraine dans les conflits religieux, cf. LE ROUX, Nicolas, « Élitisme local et service de la couronne au XVI^e siècle : l'exemple de la noblesse de Touraine », *Le second ordre : l'idéal nobiliaire. Hommage à Ellery Schalk*, Paris, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 1999, p. 153-167.

95. À la mi-août, le maréchal de La Châtre est signalé à Vendôme avec 400 lances (au moins 2 400 hommes), BERTIN, Pierre, « Le duc d'Épernon à Loches (1584-1642) », *Bulletin de la Société archéologique de Touraine*, t. 41, 1985-1987, p. 811-826.

dant moral de Gilles Duverger sur ses concitoyens : deux des chefs de cette maison avaient acquis par mariage des terres dans la province. Le duc de Mayenne était devenu seigneur de Pressigny et de Ferrière-Larçon à la suite de son union avec Henriette de Savoie en 1576 et le duc d'Aumale avait pris possession de la terre d'Ussé à Rigny en épousant Marie de Lorraine en 1578⁹⁶. De son côté, Catherine-Marie de Lorraine, duchesse douairière de Montpensier, détenait le domaine de Chinon. Ne résidant pas sur place, les Guise avaient besoin de gens de confiance pour veiller sur leurs intérêts. Duverger n'était sans doute pas leur seul fidèle à Tours à l'époque : peut-être le chanoine Le Tourneux, qualifié d'aumônier du duc de Guise dans un document de 1606⁹⁷, était-il déjà au service de la famille.

•

L'échec du mouvement ligueur tourangeau paraît avoir deux principaux motifs. D'abord, le roi ne s'est jamais laissé surprendre par ses adversaires. Il a veillé à ne pas dégarnir la ville de troupes (notamment de Suisses, plus dignes de confiance), qui n'ont pas trahi malgré les sollicitations. Début août 1589, Henri IV était convaincu de l'imminence d'une action ligueuse : dès la mort d'Henri III, il écrit à Jacques Faye d'Espesses pour lui recommander une extrême vigilance et l'informer de l'envoi en Touraine d'un de ses agents, le sieur de la Binardière, capable de lever une troupe de deux cents à trois cents hommes en un laps de temps très court⁹⁸. A cette date, le Béarnais se méfie encore de Gilles de Souvré. La nouvelle de son ralliement ravit le souverain, qui dès lors s'en remet entièrement à lui pour assurer la défense de la ville. Ensuite, même dans les moments d'extrême danger pour le pouvoir, les ligueurs n'ont pas réussi à gagner à leur cause l'ensemble des élites tourangelles. L'absence d'unanimité au sein de la *sanior pars* n'est pas un phénomène isolé : il s'observe dans d'autres cités du Grand Ouest comme Rouen, Rennes, Nantes, Angers et Limoges⁹⁹. Une partie du peuple rejette également la Ligue, à l'instar de ces manifestants rassemblés devant la porte du Parlement pour réclamer la mise à mort de Le Tourneux en août 1589. Etienne Pasquier rapporte aussi que peu avant la bataille d'Ivry (14 mars 1590), une procession pour le succès des armes du roi fut organisée dans les rues de Tours, au passage de laquelle des enfants et des mendiants criaient « Vive le roi » et qu'à la nouvelle de la victoire, des feux

96. CARRÉ DE BUSSEROLLE, Jacques-Xavier, *Dictionnaire géographique, historique et biographique d'Indre-et-Loire et de l'ancienne province de Touraine*, Tours, Rouillé-Ladevèze, 1884, 6 vol., t. 3, vol. 5, p. 172; vol. 6, p. 337-338.

97. Arch. dép. d'Indre-et-Loire, G 427 : aveu et dénombrement de la terre de Nazelles (1606).

98. Lettre écrite de Saint-Cloud le 2 août 1589, mentionnée par AUGEREAU, Laurence, *thèse cit.*, t. 1, p. 157.

99. BENEDICT, Philip, *Rouen during the Wars of Religion*, Cambridge, 1981, p. 180-183; HARDING (Robert R.), « Revolution and Reform in the Holy League : Angers, Rennes, Nantes », *Journal of Modern History*, vol. 53, n° 3, 1981, p. 379-416; CASSAN, Michel, *Le Temps des guerres de Religion. Le cas du Limousin (vers 1530-vers 1630)*, Paris, Publisud, 1996, p. 266-269 et 276-278.

de joie furent allumés spontanément¹⁰⁰. Il faut donc sérieusement nuancer les interprétations des historiens locaux : la fidélité de la ville au roi légitime était loin d'être évidente en 1589. C'est bien parce qu'Henri III et son successeur en furent toujours conscients et qu'ils ne baissèrent jamais la garde qu'elle ne bascula pas dans le camp de la rébellion.

RÉSUMÉ

En 1589, la ville de Tours devient par la volonté d'Henri III la capitale du royaume de France, ravagé par la guerre civile. Jusqu'en 1594, elle sert de base arrière à Henri IV et de refuge à tous les adversaires de la Ligue. Pourtant, un puissant mouvement ligueur s'y est développé depuis 1584. Au cours de l'année 1589, les ligueurs tentent à trois reprises de se rendre maîtres de la ville, sans y parvenir. Que sait-on des trois complots organisés par les partisans tourangeaux du duc de Mayenne ? Comment expliquer leur échec ? Il importe aussi de s'interroger sur les caractéristiques de ce mouvement et sur ses principaux acteurs.

ABSTRACT

In 1589, as France was being devastated by the civil war, Henri III chose to make Tours the capital of his kingdom. Until 1594, the city would be used as a rear base by Henri IV and as a refuge by the opponents of the League. All the same, a powerful movement of Leaguers developed there from 1584 onwards. In the course of 1589, on three different occasions, they tried to gain control of the city, unsuccessfully. What do we know of the three conspiracies held by the Duke of Mayenne's followers in Tours? How can their failure be accounted for? It seemed also important to try and know more about the characteristics of this movement and about its main participants.

100. Cité par ORMEROD, Mark, mém. cit., p. 20.